

Familia y empleo de la mujer en los regimenes de bienestar del sur de Europa. Incidencia de las politicas familiares y laborales

(Famille et travail des femmes dans les États-providence du sud de l'Europe. Impact des politiques familiales et de l'emploi)

Moreno Mínguez, Almudena

Madrid, Centro de Estudios Sociologico (CIS), Colección « Monografías » (collection « Monographies »), 2007

Lu par Carloina Recio Cáceres (université autonome de Barcelone)

L'auteur examine les différents facteurs influençant le comportement de travail des femmes. Elle utilise pour ce faire, les résultats d'une enquête comparant plusieurs pays de l'Union européenne. L'étude s'appuie sur des méthodes d'analyse quantitatives et tente de comprendre la corrélation entre diverses variables pertinentes pour l'étude de ce thème. Les données utilisées ont pour but de décrire les caractéristiques qui définissent le régime d'État-providence méditerranéen mais aussi celles qui le différencient d'autres régimes possibles d'État-providence européens. Les trajectoires d'intégration et de maintien sur le marché du travail des femmes des différents pays permettent à l'auteur de définir les différents régimes d'État-providence européens. Les variables retenues pour l'étude concernent à la fois les politiques destinées aux familles, les structures du marché du travail et les politiques d'emploi ainsi que les composantes des politiques fiscales nationales.

Le livre traitant des différents régimes d'État-providence, l'auteur part de la typologie proposée par Esping Andersen (1990). Elle inclut également les remarques faites par certaines sociologues qui dénoncent l'absence de la variable genre dans la typologie d'Esping Andersen (par exemple, Mary Daly et Jane Lewis, pour ne citer que quelques-unes parmi les plus connues). Les travaux de ces auteurs sont à inclure dans la mouvance des études de genre, dans la mesure où elles envisagent le secteur des soins aux personnes comme un axe essentiel des analyses portant sur les modèles d'État-providence. Certaines études défendent l'existence d'une triple relation État – marché – famille en partant du fait que c'est l'interrelation entre ces trois institutions qui définit le type de régime d'État-providence. C'est sur la base de cette triple relation que l'auteur entre dans son analyse quantitative, en essayant de démontrer comment les politiques familiales et de l'emploi jouent sur les aspects public et privé de

la vie des personnes, et plus spécifiquement des familles : cette analyse la conduit à soutenir et à constater l'existence d'un régime d'État-providence méditerranéen (en réfutant les arguments d'Esping Andersen lui-même) différent des autres modèles européens d'État-providence. Il s'agit là d'une typologie qui s'appuie sur une structure et une tradition de la famille aujourd'hui encore fortement enracinée dans les pays du sud de l'Europe comme la Grèce, l'Italie et l'Espagne. D'où l'un des objectifs principaux du travail de clarification des rapports existant entre les trajectoires professionnelles des femmes et l'évolution des taux de fécondité des femmes en Europe. Ainsi, l'une des façons de s'approcher au mieux de cet objectif consiste à étudier le rapport existant entre fécondité et emploi chez les femmes européennes. Il convient d'entendre par là que le nombre d'enfants par femme et la participation au marché du travail sont des phénomènes qui doivent être nécessairement reliés. Il ressort de façon criante que les pays où les taux de participation des femmes au marché du travail ont augmenté le moins ont de très faibles taux de fécondité (Italie, Grèce et Espagne). À l'inverse, les pays qui font montre d'une forte participation des femmes au marché du travail présentent des taux de fécondité supérieurs à ceux des pays de l'arc méditerranéen. L'auteur approfondit ensuite son analyse pour essayer de comprendre ces deux modes de comportement d'activité professionnelle et de fécondité dans les différents régimes d'État-providence.

Le livre se focalise ainsi sur la recherche d'indicateurs permettant de comprendre : a) les différences de taux de participation au marché du travail des femmes et des hommes et b) les différences de taux de participation des femmes entre les régimes d'État-providence méditerranéens et le reste de l'Union européenne. Moreno, à travers son analyse, soutient le fait que le comportement des Méditerranéennes face au travail diffère de celui des autres femmes européennes et le justifie par des raisons à la fois d'ordre structurel (type de structures familiales) et d'ordre contextuel (type de politiques publiques). Dans ce sens, la persistance de la tradition *familialiste* dans les régimes d'État-providence méditerranéens (Italie, Grèce et Espagne), définie par l'auteur comme un mode spécifique de solidarité et de dépendance entre les membres d'une même famille, constitue la clef de voûte de l'analyse. Selon l'auteur, les traits du modèle familialiste des sociétés méditerranéennes peuvent également être définis par le retardement du moment de l'indépendance des jeunes, la solidarité intergénérationnelle et l'hégémonie à la fois de la famille au sens large (qui ne partage pas nécessairement le même foyer) et du modèle typique de division sexuelle du travail (homme assurant le salaire et femme au foyer), bien que ce dernier ait légèrement évolué puisque les femmes participent effectivement au marché du travail, mais sous une forme différente de celle des hommes. Ces derniers restent les chefs de famille avec un salaire qui constitue souvent le revenu principal et un emploi en général moins précaire. C'est

précisément ce type de structure familiale qui se cache derrière la plupart des comportements et relations que l'auteur tente d'expliquer dans son livre. La structure familiale et le poids de la famille sont des facteurs basiques de la construction du bien-être des personnes, d'où la place de choix qu'occupent les politiques familiales dans l'analyse de l'auteur.

En ce sens, l'auteur décrit les divers types de politiques et de services aux familles, mais elle consacre aussi certains chapitres à l'analyse des structures du marché du travail et à l'orientation des politiques fiscales. Le détail de ces éléments permet de comprendre pourquoi les femmes vivant dans des pays de régime d'État-providence méditerranéen sont moins actives sur le marché du travail et, en même temps, pourquoi ce sont elles également qui ont le moins d'enfants. Almudena Moreno avance le fait que la rareté des aides accordées aux familles ainsi que des services familiaux (crèches par exemple) ont un impact sur les difficultés rencontrées par les femmes à concilier leur vie professionnelle et à leur vie familiale. Par exemple, l'auteur, se référant à la théorie du capital humain sur les coûts d'opportunité à travailler, entend montrer que la hausse du niveau de formation des femmes devrait conduire à un modèle de participation des femmes au marché du travail similaire à celui des hommes. Toutefois, toujours selon l'auteur, un faible développement des politiques familiales et de conciliation explique pourquoi les taux d'activité dans les pays bénéficiant d'un régime d'État-providence méditerranéen restent aussi faibles, y compris lorsque les niveaux de formation des femmes sont significativement élevés.

Du point de vue du travail, il existe plusieurs raisons et indicateurs permettant de rendre compte de cette relation. L'auteur soutient que les marchés du travail méditerranéens se caractérisent par une rigidité excessive dans le sens où la flexibilisation de l'emploi est rare, par exemple avec une grande rareté des emplois à temps partiel. Une journée de travail longue implique que les heures dédiées au travail domestique et au travail familial s'en trouvent réduites, ce qui, du point de vue de l'auteur, est contradictoire avec un taux de fécondité élevé. De même, elle précise l'importance que revêt le processus de tertiarisation des économies, car c'est précisément dans ce secteur que travaillent majoritairement les femmes. D'où le fait que dans les pays où le secteur tertiaire s'est développé fortement comme les pays nordiques il y a plusieurs décennies déjà, le taux d'activité des femmes a beaucoup augmenté. Ainsi, dans des pays comme la Suède ou la Norvège, le taux d'activité des femmes est très similaire à celui des hommes. D'autres facteurs, comme les différences de salaire entre hommes et femmes, peuvent également avoir une influence sur les niveaux d'implication familiale.

Pour finir l'auteur consacre un chapitre aux politiques fiscales et à leurs effets positifs et négatifs sur les familles. Elle conclut que les systèmes fiscaux européens sont pensés dans le cadre du modèle

du *Male Breadwinner* et que par conséquent, cela pénalise la part des femmes au travail. De nouveau, les différences entre pays font apparaître que les femmes des pays du sud de l'Europe connaissent les pires situations.

En définitive, le livre puise dans la vaste littérature sur les régimes d'État-providence européens, en mettant l'accent sur la relation entre les femmes et le marché du travail. Il apporte la preuve qu'il existe divers systèmes d'État-providence en Europe et que les différences entre les pays du nord et du sud de l'Europe perdurent. Il soutient que la Grèce, l'Italie et l'Espagne forment un groupe spécifique qui incarne le modèle méditerranéen du régime d'État-providence. Le livre apporte des données précieuses et approfondit les connaissances que nous avons des régimes d'État-providence du sud de l'Europe. Toutefois, cet ouvrage est centré sur certaines relations de cause à effet qui nous renseignent bien peu sur les inégalités et, en particulier, sur la répartition inégale de la charge totale de travail entre hommes et femmes (cette charge étant la somme du temps consacré au travail rémunéré et de celui dédié au travail domestique et familial). La famille, au-delà d'être une institution solidaire, se révèle une institution construite sur l'inégalité entre les unes et les autres et un lieu où la division sexuée du travail ne constitue pas un processus neutre, bien au contraire. D'un autre côté, il faut se souvenir des travaux, à peine mentionnés par l'auteur, cassant le mythe de la récente intégration de la femme dans le monde du travail, non seulement pour des raisons de reconceptualisation nécessaire du terme même de travail, mais aussi plus particulièrement pour rappeler que l'intégration des femmes au marché du travail ne constitue pas un phénomène si récent : de nombreuses générations de femmes, également dans les pays du sud de l'Europe, ont occupé traditionnellement un emploi sur le marché du travail (que ce soit dans le cadre de l'économie souterraine ou de l'économie « formelle »). Par exemple, un livre récent coordonné par le professeur Cristina Borderías souligne la longue tradition des ouvrières dans l'industrie textile. Ceci nous rappelle que lorsque nous nous référons à l'intégration des femmes au marché du travail, nous renvoyons à un groupe concret de femmes. De surcroît, et en relation avec le livre, ceci suggère que la relation entre taux d'activité élevé et fécondité faible ne devrait pas être décodée en partant de l'intégration au marché du travail, car les femmes, et plus particulièrement celles issues de la classe ouvrière, sont depuis bien longtemps intégrées au marché du travail.